

**COMMUNIQUE**

Paris, le 20 octobre 2025

Transition énergétique du patrimoine de l'administration centrale : le MAASA déploie une stratégie ambitieuse, FO Agriculture alerte sur les conditions de mise en œuvre

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté Alimentaire (MAASA) poursuit sa mobilisation en faveur de la transition énergétique et environnementale, dans un cadre réglementaire national exigeant.

Une démarche inscrite dans les obligations de l'État

Le MAASA agit conformément aux objectifs de la **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)**, qui impose une réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 et la neutralité carbone à l'horizon 2050. Dans ce cadre, la mise en œuvre du **décret tertiaire** et du **décret BACS (Building Automation and Control Systems)** impose une réduction progressive de la consommation énergétique du parc immobilier de l'État et l'intégration de systèmes de régulation avancés.

Des actions concrètes déjà engagées

- **Rénovations thermiques** sur plusieurs sites, représentant **plus de 50 M€ d'investissement** (Lowendal, Barbet de Jouy, Varenne, Maine).
- **Déploiement d'outils de pilotage énergétique** (Deepki, GTB/GTC, Smart Impulse) pour optimiser en temps réel les consommations.
- **Réduction de la part du gaz** au profit de solutions plus sobres ou renouvelables.
- **Utilisation de matériaux bas-carbone** et **meilleure gestion des déchets de chantier** dans une logique d'économie circulaire.
- **Formations à la transition énergétique** progressivement ouvertes à l'ensemble des agents, après un premier déploiement auprès des encadrants.

Une évolution des espaces de travail en discussion

Parallèlement à ces efforts techniques et réglementaires, l'administration centrale du MAASA repense l'organisation de ses espaces de travail. L'introduction du **flex office** et d'**openspace** sur certains sites vise à **réduire l'empreinte immobilière** et à **mieux adapter les usages**, dans un objectif de sobriété.

Cependant, **FO Agriculture alerte** sur les **impacts potentiels** de cette évolution sur les **conditions de travail**. Elle rappelle que si les objectifs de performance énergétique relèvent bien d'une obligation sociétale, mise en œuvre par l'État, la qualité du cadre de travail des agents ne saurait être reléguée au second plan. **FO Agriculture** s'oppose à toute **optimisation des surfaces** qui se ferait au détriment des conditions de travail. La **disparition des bureaux individuels ou à deux voire quatre**, envisagée par l'administration, au profit d'**openspace**, doit impérativement faire l'objet d'une concertation approfondie. Les **retours d'expérience dans le public comme dans le privé doivent être pris en compte** pour concevoir des **solutions** partagées (bureaux attitrés ou flex-office) **acceptables et adaptées** à l'ensemble de la communauté de travail.

Une feuille de route jusqu'en 2050 - Le MAASA structure son action autour d'une feuille de route en trois temps :

- **D'ici 2030** : déploiement d'un **système de management de l'énergie ISO 50001**, rénovation des sites prioritaires, **réduction de 40 % des consommations** → « *Amorcer la baisse des consommations.* »
- **Entre 2030 et 2040** : **poursuite des rénovations lourdes**, intégration de la récupération de chaleur, rationalisation des surfaces, **réduction de 50 % de l'empreinte immobilière** → « *Un patrimoine plus compact, plus sobre et mieux valorisé.* »
- **Horizon 2050** : **100 % du parc rénové**, conforme à la SNBC, et neutralité carbone atteinte → « *Un patrimoine immobilier performant, sobre et neutre en carbone.* »

La **transition énergétique** du **patrimoine immobilier du MAASA** illustre une démarche **ambitieuse et nécessaire**, en phase avec les objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Si les actions engagées témoignent d'une réelle volonté d'**innovation** et de **performance environnementale**, **FO Agriculture rappelle que cette transformation ne doit pas se faire au détriment des conditions de travail des agents**. Un **dialogue** constructif et une concertation attentive seront **indispensables** pour **concilier sobriété énergétique, confort au travail et qualité de vie au sein des administrations**. La réussite de cette transition repose donc sur un **équilibre entre impératifs environnementaux et exigences sociales**.

FO Agriculture reste vigilante sur la mise en œuvre de ces évolutions.